

**Pôle Régional Achats Patrimoine Développement Durable**  
**2 rue d'Iéna – CS 70004**  
**59043 LILLE Cedex**  
**[service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr)**

## **ACCORD-CADRE**

### **Service de restauration 2025-08**

**EHPAD LES MAISONS BLEUES**  
**Résidence La Rose May – Marcq-en-Barœul**  
**Résidence La Verderie – Haubourdin**  
**Résidence Dampierre – Roubaix**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)**

**Type de procédure : AOO**

## **SOMMAIRE :**

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 <i>Objet du marché</i>	4
1.2 <i>Type de marché</i>	4
1.3 <i>Mode de passation et forme du marché</i>	4
1.4 <i>Allotissement</i>	4
1.5 <i>Lieu d'exécution, contacts et de facturation</i>	4
1.6 <i>Présentation de l'établissement</i>	5
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES REGISSANT LE MARCHÉ</b>	<b>5</b>
2.1 <i>Pièces particulières</i>	5
2.2 <i>Pièces générales</i>	5
<b>ARTICLE 3 - DUREE ET EXECUTION DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
3.1 <i>Durée et reconduction du marché</i>	5
3.2 <i>Début d'exécution du marché</i>	6
<b>ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION</b>	<b>6</b>
4.1 <i>La fourniture des denrées alimentaires</i>	6
4.2 <i>L'assistance technique</i>	6
<b>ARTICLE 5 – PRIX</b>	<b>6</b>
5.1 <i>Prix du marché</i>	6
5.2 <i>Contenu des prix</i>	7
5.3 <i>Forme des prix</i>	7
5.3.1 <i>Type de variation des prix</i>	7
5.3.2 <i>Mois d'établissement des prix</i>	7
5.3.3 <i>Clause de sauvegarde</i>	7
<b>ARTICLE 6 – COMMANDES</b>	<b>8</b>
6.1 <i>Emission des bons de commande</i>	8
6.2 <i>Contenu des bons de commande</i>	8
6.3 <i>Exécution des bons de commande</i>	8
6.4 <i>Interlocuteur chez le titulaire</i>	8
<b>ARTICLE 7 – AVANCES ET REGLEMENT DES ACOMPTES</b>	<b>9</b>
7.1 <i>Conditions de versement et de remboursement</i>	9
7.2 <i>Garanties financières de l'avance</i>	9
7.3 <i>Acomptes</i>	9
<b>ARTICLE 8 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT</b>	<b>9</b>
8.1 <i>Présentation des demandes de paiement par le titulaire</i>	9
8.2 <i>Modalités et délai de paiement</i>	10
8.3 <i>Stipulations applicables aux groupements</i>	10
<b>ARTICLE 9 - PENALITES ET SANCTIONS</b>	<b>11</b>

9.1 Pénalités	11
9.2 Réfaction	12
<b>ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE / CO-TRAITANCE</b>	<b>12</b>
10.1 Sous-traitance	12
10.2 Co-traitance	12
<b>ARTICLE 11 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION – DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION</b>	<b>12</b>
11.1 Vérifications	12
11.2 Admission	12
11.3 Rejet des prestations	12
<b>ARTICLE 12 - PLAN DE PROGRES</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 13 - GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ</b>	<b>13</b>
13.1 Interlocuteurs du marché	13
13.2 Forme des notifications et communication	13
13.3 Documents liés à l'exécution à fournir	13
<b>ARTICLE 14 – CLAUSES DE REEXAMEN</b>	<b>13</b>
14.1 Changement et dénomination sociale du titulaire	14
14.2 Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché	14
14.3 Cession, association, substitution, liquidation judiciaire	14
<b>ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES</b>	<b>14</b>
15.1 Confidentialité des données	14
15.2 Protection des données à caractère personnel	15
<b>ARTICLE 16 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 17 – ASSURANCES</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 19 – RESILIATION</b>	<b>16</b>
19.1 Résiliation du marché	16
19.2 Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé	17
<b>ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES</b>	<b>17</b>
20.1 Modes alternatifs de règlement des différends.	17
20.2 Mise en demeure	18
20.3 Règlement juridictionnel	18
<b>ARTICLE 21 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 22 - DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 23 - DEROGATION AU CCAG/FCS</b>	<b>20</b>

## PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'UGECAM Hauts-de-France : Union pour la Gestion des Établissements des Caisses d'Assurance Maladie, gère 19 établissements, services sanitaires et médico-sociaux à destination d'adultes et enfants handicapés, de personnes âgées dépendantes, de patients en psychiatrie ainsi qu'en soins de suite et réadaptation.

Les missions de l'UGECAM sont les suivantes :

- Soigner, rééduquer toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- Réinsérer dans la société les personnes isolées par le handicap ou la maladie
- Accompagner au quotidien les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental).

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet du marché

La présente consultation et les marchés qui en découlent, concerne les services de restauration pour les résidences de l'EHPAD Les Maisons Bleues, établissements de l'UGECAM Hauts-de-France.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour assurer, sans interruption, l'exécution des prestations prévues au présent contrat, y compris pendant les périodes d'arrêt de travail de son personnel (congrés annuels, maladie...).

### 1.2 Type de marché

Le présent marché est un marché de fournitures et de services au sens de l'article L. 1111-7 du Code de la commande publique.

### 1.3 Mode de passation et forme du marché

Le marché public est passé selon l'**Appel d'Offre Ouvert** en application des articles R2124-2 et R2161-2 et suivants du Code de la commande publique. Il s'agit d'accords-cadres sans minimum et avec les maxi indiqués ci-dessous.

Le marché est passé et sera exécuté selon la technique d'achat de l'accord cadre à bons de commande dans le respect des dispositions des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-2, R. 2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

La mission d'assistance technique sera assurée tout au long de la durée de vie du marché.

Le lot n°2 est réservé aux structures du handicap conformément à de l'article L.2113-12 du Code de la Commande Publique.

### 1.4 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti car la fourniture des journées alimentaires ne peut être dissociée.

### 1.5 Lieu d'exécution, contacts et de facturation

L'EHPAD Les Maisons Bleues comprend 3 résidences :

Etablissements	Adresses et Contacts
<b>Résidence La Rose May</b> SIRET : 42 362 826 200 200	<b>Yohann GROSCLAUDE, Directeur des 3 résidences</b> Rue Jules Boët - 59700 MARCQ EN BAROEUL ☎03 20 55 06 99
<b>Résidence La Verderie</b> SIRET : 42 362 826 200 218	<b>Anne-Sophie THERY, Directrice</b> 40 Rue Pasteur - 59320 HAUBOURDIN ☎03 20 07 24 69
<b>Résidence Dampierre</b> SIRET : 42 362 826 200 168	<b>Sandrine VUYE, Directrice</b> 10 Rue Dampierre - 59100 ROUBAIX ☎03 20 75 41 40

## 1.6 Présentation de l'établissement

Des présentations complètes des établissements et leurs différents services sont disponibles sur le site internet de l'UGECAM Hauts-de-France :

<https://www.groupe-ugecam.fr/ugecam-hauts-de-france>

## ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES REGISSANT LE MARCHÉ

Les documents contractuels régissant le contrat sont énumérés ci-dessous, dans l'ordre de priorité décroissant. Le titulaire du marché déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

### 2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'UGECAM fait foi, complété, daté et signé, avec le cachet de l'entreprise, le nom lisible du signataire et sa qualité (en justifiant du pouvoir et/ou des délégations pour agir).
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
- Le mémoire technique.
- Le mémoire technique RSE.
- L'annexe financière.

### 2.2 Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique dans sa dernière version actualisée au moment de la publication de la consultation.
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de sécurité sociale,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (FCS),
- Les guides techniques, spécifications techniques et recommandations du Groupement d'Etudes des Marchés de Restauration Collective et de Nutrition (GEM – RCN).

## ARTICLE 3 - DUREE ET EXECUTION DU MARCHÉ

### 3.1 Durée et reconduction du marché

Le début de l'accord-cadre est prévu pour le **2 JUIN 2025**.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction par durée d'un an, dans la limite d'une durée totale du marché de quatre ans.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction et les dispositions du Code de la commande publique seront applicables de plein droit.

Néanmoins, lorsque le marché arrivera à expiration et dans le cas où la procédure en cours pour le nouveau marché ne pourrait aboutir avant cette échéance, le présent contrat sera prorogé jusqu'à la conclusion du nouveau marché.

Au nom de la liberté contractuelle, le marché peut être dénoncé par l'UGECAM Hauts-de-France à tout moment avec préavis de 3 mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception. La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

### **3.2 Début d'exécution du marché**

Une réunion de démarrage du marché avec le représentant de l'établissement permettra notamment de préciser les engagements contractuels, les interlocuteurs, l'organisation et les moyens mis en œuvre par le titulaire du marché et de transmettre toutes les informations et consignes nécessaires.

Les prestations relatives aux fournitures des denrées nécessaires à la préparation des repas seront exécutées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande. L'émission des bons de commande peut avoir lieu jusqu'au dernier jour de la date de validité de l'accord-cadre à condition que la durée d'exécution desdits bons de commande n'interviennent pas au-delà de la durée de validité du présent marché.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification au titulaire.

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION**

### **4.1 La fourniture des denrées alimentaires**

La fourniture des denrées alimentaires doit être conforme aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes européennes et françaises homologuées et aux spécifications techniques établies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

En outre, le titulaire du marché doit prévoir la possibilité du remplacement en urgence d'un élément manquant d'un menu ou la livraison des denrées en quantité insuffisante.

Dans ce cas, le titulaire doit fournir les éléments manquants, à ses frais, dans un délai raisonnable permettant la régularisation de l'incident dans les meilleurs délais.

Dans ces conditions, l'inventaire des produits livrés sera effectué lors de chaque réception, de manière contradictoire entre le livreur et le représentant de l'établissement dans les conditions énumérées aux articles 20.1 et 20.2 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG FCS, aucun sursis de livraison ne peut être accordé au titulaire.

### **4.2 L'assistance technique**

Le titulaire doit fournir une assistance technique dans le respect des stipulations du CCTP.

La mission d'assistance n'est pas exécutée par l'émission de bons de commande mais doit permettre un suivi régulier et une disponibilité du référent du contrat dans les conditions stipulées au CCTP.

Cette assistance technique fait partie intégrante de l'offre de fournitures de denrées et doit être intégrée aux tarifs unitaires des repas au Bordereau des Prix unitaires.

Le titulaire devra obligatoirement participer aux réunions de mise en place du marché ainsi qu'à toute autre réunion éventuelle nécessaire à la bonne exécution des prestations au sein des établissements.

## **ARTICLE 5 – PRIX**

### **5.1 Prix du marché**

Les prestations objets de l'accord cadre sont rémunérées par application des prix unitaires fixés au bordereau des prix, annexé à l'acte d'engagement, aux quantités réellement livrées et exécutées.

Elles peuvent être rémunérées également par application des prix figurant au catalogue fournisseur pour les fournitures non prévues au BPU (avec application d'une remise et validation du devis).

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement ou dans son annexe financière comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Pour information, une estimation annuelle des consommations est indiquée au CCTP.

## 5.2 Contenu des prix

Les prestations seront réglées au moyen d'une facture, de préférence électronique, et par application des prix figurant dans l'acte d'engagement ou dans son annexe financière.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'UGECAM Hauts-de-France toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du DCE pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours du marché et ne pouvant être considérées comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales de toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

## 5.3 Forme des prix

Les prix indiqués aux bordereaux des prix sont **unitaires, définitifs et révisables**.

### 5.3.1 Type de variation des prix

Les prix indiqués au B.P.U sont fixes pour la première année du marché. Ensuite, ils pourront être révisés annuellement, à la date d'anniversaire du contrat, par le titulaire de la manière suivante:

$$P = \frac{P_0 (0,15 + 0,85 I)}{I_0}$$

**P** = nouveau prix

**P<sub>0</sub>** = prix retenu à l'acte d'engagement (mois 0 : mois de la remise des offres)

Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1 - Services de restauration Identifiant 001763782

S'il le souhaite, le titulaire pourra adresser le calcul détaillé de la révision des prix chaque année à l'établissement concerné, avec la facture.

### 5.3.2 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

### 5.3.3 Clause de sauvegarde

La hausse du prix résultant de son ajustement ne peut être supérieure au taux d'évolution budgétaire imposé aux établissements par leur autorité de tarification.

A l'occasion de chaque révision annuelle, toute augmentation du prix supérieure à 2% sera supportée exclusivement par le titulaire du marché sans qu'il ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Réciproquement, la limite de révision du prix est fixée de sorte à ce que ce dernier ne puisse subir une baisse supérieure de 2% par rapport au prix initial.

Ainsi lors de chaque révision annuelle, l'évolution des prix est plafonnée à une baisse de -2% et à une hausse de +2% par rapport au prix initial.



## ARTICLE 6 – COMMANDES

### 6.1 Emission des bons de commande

Les prestations seront exécutées sur bons de commandes indicatifs émis par les établissements de manière hebdomadaire visant à fournir un tableau prévisionnel des repas commandés en adéquation avec les stipulations du CCTP.

Chaque 1<sup>er</sup> du mois, un récapitulatif des bons de commande du mois précédent sera envoyé à l'établissement pour confirmation. Les montants unitaires indiqués seront conformes aux montants unitaires indiqués à l'acte d'engagement ou son annexe financière.

Seuls les bons de commandes signés par l'établissement pourront être honorés par le titulaire. Ainsi, toute commande devra faire l'objet d'un écrit. Les personnes habilitées à signer les bons de commandes sont le Directeur de l'établissement ou son délégataire.

Le titulaire n'a pas à fournir de prestations sans être en possession d'un bon de commande signé de l'établissement. Celui-ci pourra refuser le paiement de prestations livrées sans bon de commande.

### 6.2 Contenu des bons de commande

Les bons de commande doivent comporter les renseignements suivants :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- La date d'émission,
- Le numéro,
- La date de livraison des prestations,
- Le numéro du marché,
- La désignation et l'adresse du service destinataire des prestations,
- La désignation et l'adresse de facturation,
- Les montants HT et TTC des prestations courantes,
- Le taux et le montant de la TVA de chacune des prestations,
- Le montant HT et TTC du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

### 6.3 Exécution des bons de commande

Les bons de commande sont émis de manière hebdomadaire et exécutés quotidiennement pour la livraison des denrées.

Les bons de commande sont émis à compter du premier jour d'exécution du marché jusqu'au dernier jour de sa validité. Ils sont transmis au titulaire par courrier, courriel, télécopie, logiciel client...

Les prestations issues des bons de commande sont conformes aux spécifications techniques précisées dans le CCTP.

### 6.4 Interlocuteur chez le titulaire

Le titulaire s'engage à communiquer dans les quinze jours ouvrés après la notification du marché, les coordonnées de la personne chargée du suivi commercial et technique, ainsi qu'une adresse mail valide sur laquelle des commandes pourront être transmises, si ce mode d'envoi est choisi par l'établissement. Le titulaire s'organise pour que cette boîte e-mail soit consultée, même en l'absence de son propriétaire. Cette personne sera l'interlocuteur unique de l'établissement pour le suivi quotidien des commandes, des visites sur sites, etc...



## ARTICLE 7 – AVANCES ET REGLEMENT DES ACOMPTES

### 7.1 Conditions de versement et de remboursement

Aucune avance ne sera versée au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre en adéquation avec les dispositions de l'article R. 2191-16 du CCP.

### 7.2 Garanties financières de l'avance

Sans objet.

### 7.3 Acomptes

Sans objet : chaque bon de commande donnera lieu à son paiement selon les modalités de facturation et de paiement définies ci-dessous.

## ARTICLE 8 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

### 8.1 Présentation des demandes de paiement par le titulaire

Les demandes de paiement doivent correspondre aux prestations et fournitures réellement exécutées et livrées à la date d'établissement de la facture. Le prestataire doit émettre les factures à terme échu.

Ces factures présenteront, distinctement, les différents éléments facturés.

Pour les denrées alimentaires, la ligne de facturation sera explicitée sur un document avec le détail des denrées livrées et facturée.

Les demandes de paiement devront joindre les bons de commande adéquats.

La facturation des prestations est effectuée mensuellement à terme échu, sur la base des prestations effectivement livrées ou exécutées.

Les demandes de paiement sont adressées, en deux exemplaires directement au Directeur de l'établissement concerné, de préférence par voie de facturation électronique.

Outre les mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier.
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers.
- Le numéro de SIREN ou SIRET.
- La date et le numéro de facture.
- Le numéro de compte bancaire ou postal : IBAN/BIC (RIB fourni avec l'acte d'engagement).
- La désignation du site et l'adresse du service destinataire des prestations courantes et des consommables.
- La désignation et l'adresse du service en charge de la facturation.
- Le numéro du marché.
- Le numéro du lot (si alloti)
- Le numéro du bon de commande le cas échéant.
- La désignation de chacune des prestations.
- Les montants HT et TTC des prestations courantes.
- Les montants HT et TTC des prestations exceptionnelles, s'il y en a.
- Les montants HT et TTC des consommables livrés.
- Le taux et le montant de la TVA de chaque prestation.
- Le taux et le montant de la TVA de chaque consommable.
- Le montant total HT et TTC de la facture.

En cas de révision des prix, le titulaire indique le détail de la révision des prix avec le calcul des coefficients de révision, issus des formules de révision des prix.

Au cas où une partie de la prestation n'aurait pas été exécuté et livré, conformément aux dispositions du présent marché, l'UGECAM Hauts-de-France se réserve la possibilité d'en précompter automatiquement le montant sur le ou les prochains paiements.

- Adresse de facturation

Les factures seront transmises directement à l'établissement concerné (adresse reprise au point 1.5 du présent document), qui s'assurera de la réalisation des prestations conformément au CCTP.

Les factures seront transmises de préférence via Chorus Pro.

Une solution informatique, gratuite et sécurisée est mise à disposition du titulaire via Chorus Portail Pro afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée. Cette application est accessible depuis l'adresse suivante :

	Lien vers portail d'accès
Lien portail Chorus Pro	<a href="https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1">https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1</a>

Le numéro de SIRET des établissements est indiqué dans le Paragraphe 1.5 du présent document.

## 8.2 Modalités et délai de paiement

Le paiement est effectué par virement en euros, au compte ouvert au nom du titulaire mentionné en partie D de l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Directeur ou la Directrice de l'Etablissement concerné.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'UGECAM HAUTS-DE-FRANCE.

- Délai global de paiement et mode de calcul des intérêts moratoires

Les sommes dues au titulaire, seront payées dans un délai global de **30 jours** calendaires à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires, au bénéfice du titulaire du marché, à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$\text{Montant du principal en TTC} \times (\text{nombre de jours de retard} / 365) \times \text{taux IM}$
--

- Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et l'UGECAM Hauts-de-France, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par l'UGECAM Hauts-de-France dans les conditions prévues à l'article 11.8.3 du CCAG FCS, déduction faite des éventuelles pénalités dues au titre du point 9.1 du présent document.

## 8.3 Stipulations applicables aux groupements

Si l'exécution du marché est confiée à un groupement momentané d'entreprises, le destinataire de tous les bons de commande est le mandataire du groupement tel qu'identifié à l'acte d'engagement.

Le mandataire accuse réception de la commande et indique par retour à l'organisme qui, du mandataire ou de chaque cotraitant désigné à l'acte d'engagement, a été désigné par le groupement pour assurer l'exécution des prestations objet du bon de commande.

Dans le cas où le mandataire n'effectuerait pas cette formalité dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande, il sera considéré que l'exécution des prestations est assurée par le mandataire.  
Les acomptes et paiement prévus sont versés au mandataire solidaire du groupement.

## ARTICLE 9 - PENALITES ET SANCTIONS

### 9.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable les pénalités définies ci-dessous.

Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Dans l'hypothèse où des difficultés se présenteraient fréquemment du fait de renouvellements de retards non justifiés et du non-respect des articles demandés notamment, l'établissement aura la faculté de résilier le marché sans que l'opérateur économique puisse prétendre à une quelconque indemnité. La résiliation s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception postal. Cette lettre fixera la prise d'effet.

Le titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, à assurer pleinement la continuité du service.

En cas de défaillance de sa part, l'établissement peut faire assurer le service aux frais et risques du titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés, conformément aux dispositions du CCAG/FCS.

Si, du seul fait du titulaire, les délais prévus au contrat sont dépassés, celui-ci encourt, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, des pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

Prestations	Délai/Durée	Pénalités HT
Retard dans la livraison	A compter de la 1 <sup>ère</sup> heure de retard	$P = \frac{V \times R}{100}$ <p><b>P</b> = montant des pénalités  <b>V</b> = valeur TTC de la commande en retard  <b>R</b> = nombre d'heures de retard</p>
Insatisfaction de plus de 20% des convives	Par jour calendaire d'insatisfaction	<b>5% du montant de la journée alimentaire</b> (coût alimentaire, coût de gestion et de l'exploitation)
Fourniture en quantité insuffisante ou absence d'un ou plusieurs éléments du menu		Montant égal au double du montant du produit.
Non-respect des grammages		La pénalité est fixée à 30% du prix du repas
Non-respect des produits frais		La pénalité est fixée à 30% du prix du repas
Non fourniture des certificats ou factures justificatives	Par document et par jour de retard	150 €
Non-respect des menus annoncés		1 € HT par repas pour chaque plat protidique. Cette pénalité est portée à 2 € HT par repas pour les thématiques
Fruits/légumes non consommables non remplacés		1€HT par fruit/légume manquant ou non consommables
Produits livrés ne respectant pas les dates de limite de conservation		Montant égal au double du montant du produit
Tromperie sur les labels ou les certificats		Montant égal au double du montant du produit
Retard dans l'installation et la mise en fonctionnement des fontaines et leurs accessoires	Par semaine et par fontaine	100 €
Absence de reporting		1000 €

Absence à une réunion programmée		50 €
Non-transmission d'un autre document	par document et par semaine de retard.	50 €

## 9.2 Réfaction

Conformément au CCAG, lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Les décisions de réfaction ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Ces décisions seront motivées et basées sur les documents de suivi de l'exécution des prestations à partir desquels les représentants de l'organisme opèrent leurs contrôles.

## ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE / CO-TRAITANCE

### 10.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée, sous réserve de ne pas sous-traiter l'intégralité de la prestation.

Le titulaire du marché de services, ou du marché de fournitures comportant des services, qui veut en sous-traiter une partie demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

### 10.2 Co-traitance

Conformément à l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

## ARTICLE 11 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION – DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION

### 11.1 Vérifications

Les opérations de contrôle, de vérification et d'admissions des prestations sont effectuées conformément aux dispositions des articles 22, 23, 24 et 25 du CCAG FCS.

L'établissement se réserve la possibilité de réaliser des contrôles en cours d'exécution du marché. Ces contrôles pourront porter sur le respect des engagements contractuels souscrits par le titulaire ou de ses obligations légales et réglementaires.

Sont notamment visés les sanctions administratives limitant ou interdisant l'exercice professionnel.

### 11.2 Admission

Suite aux vérifications, et par dérogation aux articles 25.1 du CCAG FCS, le visa du pouvoir adjudicateur certifiant le « service fait » sur le certificat pour paiement annexé à chaque facture vaudra décision expresse d'admission sans réserve des prestations effectuées.

Les décisions de réfaction, d'ajournement ou de rejet dont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS.

### 11.3 Rejet des prestations

Conformément à l'article 25 du CCAG – FCS, en cas d'inexécution partielle ou totale du titulaire, il pourra être appliqué une réfaction sur le prix facturé. Cette réfaction sera alors calculée proportionnellement à l'ampleur de l'inexécution constatée.

En cas de carence totale ou partielle du titulaire, il est procédé à l'application des pénalités prévues à au point 9.1 du présent CCAP et, le cas échéant, à une commande auprès d'un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

## ARTICLE 12 - PLAN DE PROGRES

Le titulaire s'engage en tant qu'expert et conseiller sur le marché à proposer un plan de progrès tout au long du marché pour améliorer les performances de la prestation :

- Propositions et solutions quant aux aménagements de toute nature à effectuer pour déboucher sur une plus grande efficacité de la prestation tout en préservant ou améliorant la qualité des prestations ;
- Propositions et solutions quant à une meilleure prise en compte du RSE dans l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur effectuera régulièrement et au moins une fois par an une évaluation globale des prestations réalisées afin de détenir avec le titulaire les améliorations à apporter le cas échéant. Le titulaire devra, sur la base de ce constat définir un plan de progrès sur lequel il s'engagera. Ce plan de progrès comportera toutes les informations nécessaires (moyens affectés, délais de mise en œuvre ...) pour répondre aux objectifs fixés.

De même, il veillera à la prise en compte de l'hygiène et de la sécurité à tous les niveaux du marché, conformément aux dispositions réglementaires applicables. Le titulaire du marché devra rechercher continuellement l'amélioration dans ce domaine.

De plus, ce plan de progrès sera l'occasion pour le titulaire de faire bénéficier le pouvoir adjudicateur de son expertise sur les prestations du marché. Ces plans de progrès sont à produire au minimum une fois par an, et dans un délai de 4 mois avant la date d'échéance du marché.

## ARTICLE 13 - GESTION ET SUIVI DU MARCHE

### 13.1 Interlocuteurs du marché

UGE CAM Hauts-de-France  
PRAP-DD  
2 rue d'Iéna  
CS 70004  
59043 LILLE Cedex  
Tél : 03.28.82.02.20  
Courriel : service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr

### 13.2 Forme des notifications et communication

Les échanges de communication entre l'UGE CAM Hauts-de-France et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

### 13.3 Documents liés à l'exécution à fournir

Dans le cadre de l'exécution de la prestation, le titulaire du marché communiquera une copie de ses bons de commandes.

Le titulaire du marché communiquera chaque mois un récapitulatif de l'ensemble des denrées alimentaires effectivement livrées.

## ARTICLE 14 – CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres stipulations contractuelles, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

#### **14.1 Changement et dénomination sociale du titulaire**

Le titulaire doit impérativement en informer par écrit l'UGECAM Hauts-de-France et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (RIB) dans les plus brefs délais.

#### **14.2 Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché**

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, l'UGECAM Hauts-de-France procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

La nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R2143-3 à R2143-15 du Code de la Commande Publique 2019 et D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du Travail, ainsi qu'un extrait Kbis, une fiche SIREN et un Relevé d'Identité Bancaire.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, l'UGECAM Hauts-de-France procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

#### **14.3 Cession, association, substitution, liquidation judiciaire**

Le titulaire du marché ne peut céder son marché en totalité ou en partie, ni contracter une association pour son exécution sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur. A cet effet, il communique à ceux-ci, et sans délai, les documents juridiques décrivant les conditions dans lesquelles la cession du marché s'est produite (copie de l'Assemblée générale extraordinaire, extrait de Kbis, publications officielles de l'avis rendu par l'Assemblée Extraordinaire etc.). Toute cession, association ou substitution non autorisée sera nulle de plein droit et pourra entraîner la résiliation du marché. En cas de cession, de substitution ou d'association régulièrement autorisée, le titulaire du marché demeure garant solidairement avec le cessionnaire ou avec ses associés de l'accomplissement de toutes les clauses du marché.

Au cas où une procédure de redressement judiciaire serait mise en place au bénéfice du titulaire du marché, celui-ci en informera sans délai les Pouvoirs Adjudicateurs et leur communiquera le jugement prononçant l'ouverture d'une période d'observation.

Dans l'hypothèse où, à l'issue de cette période d'observation, le Tribunal de Commerce prononcerait la liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire du marché, son gérant en informera sans délais le pouvoir adjudicateur.

### **ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES**

#### **15.1 Confidentialité des données**

Les données contenues dans les supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée par la loi 2004-801 du 6 août 2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations, à l'exception de



celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché.

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché.
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché.
- Prendre toutes mesures notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traitées tout au long de la durée du présent marché.

Et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, ou à restituer intégralement tous supports d'informations.

A ce titre, si le titulaire sous-traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

L'UGECAM Hauts-de-France se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater les respects des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

L'UGECAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du non-respect des dispositions précitées.

## **15.2 Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Les organismes dont les activités de base les amènent à traiter à grande échelle des données dites « sensibles » ou dont les activités de base les amènent à réaliser un suivi régulier et systématique des personnes à grande échelle sont dans l'obligation de désigner un délégué à la protection des données.

L'UGECAM Hauts-De-France agit en qualité de responsable de traitement des données personnelles qu'elle collecte dans le cadre du présent accord-cadre.

Les pièces constitutives du marché ainsi que les candidatures, les offres et les documents relatifs à la procédure de passation sont conservés pendant une durée minimale de 5 ans par l'acheteur au titre de l'article R. 2184-13 du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut demander au pouvoir adjudicateur un accès aux données personnelles qui le concernent. Il bénéficie en outre du droit de rectification ou de l'effacement desdites données personnelle dans les seuls cas énumérés à l'article 17 du chapitre III de la CNIL.

A cet effet, le titulaire peut joindre pour exercer ses droits, le délégué à la protection des données de l'UGECAM Hauts-De-France.

Le titulaire peut également contacter la CNIL pour toute information relative à la protection des données personnelles : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

Le titulaire du marché peut être considéré comme un sous-traitant de données personnelles lorsqu'il est amené à traiter des données personnelles pour le compte de l'UGECAM Hauts-De-France.

A ce titre, le titulaire devra présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

La sous-traitance par le titulaire de sa mission est encadrée par l'article 28 du RGPD et ne peut intervenir sans l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

Chaque sous-traitance en ce sens donne lieu à la conclusion d'un contrat spécifique qui intégrer à minima les stipulations de l'article 28 a) à h) du RGPD.



En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le Pouvoir Adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au Pouvoir Adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

## **ARTICLE 16 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCE**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-62 du Code de la Commande Publique.

## **ARTICLE 17 – ASSURANCES**

Le titulaire du marché s'engage à souscrire une police d'assurance « responsabilité civile » couvrant tous les risques matériels et corporels causés aux tiers. Cette assurance doit notamment garantir les personnes, matériels, documents et produits transportés.

Elle doit être effective dès le début du présent marché, être valable et régulièrement renouvelée pour couvrir toute la durée du marché.

A la demande de l'établissement, le titulaire devra être en mesure de justifier de sa validité à tout moment lors de l'exécution du présent marché. Si la police d'assurance comporte une clause de franchise, l'entreprise doit prendre intégralement à sa charge les frais résultant de tout dommage. En cas de dommage lors d'un transport de matériels, si la couverture de l'assurance s'avère insuffisante, le titulaire s'engage à dédommager le pouvoir adjudicateur de l'intégralité du coût des dommages subis. Le matériel sera estimé à sa valeur vénale.

Le titulaire s'engage à fournir une attestation d'assurance en cours de validité, chaque année ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, et ce jusqu'à la fin du marché.

À défaut de production, il pourra être fait application des pénalités prévues à l'article 9 et le marché pourra être résilié pour faute aux torts exclusifs du titulaire sans possibilité d'indemnisation du préjudice subie.

## **ARTICLE 19 – RESILIATION**

### **19.1 Résiliation du marché**

Les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Pouvoir Adjudicateur, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

Sans préjudice des dispositions de l'article 24 et suivant du CCAG-FCS, le marché peut être dénoncé par l'organisme à tout moment avec préavis de 3 mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal. La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

Il est rappelé que l'UGECAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions citées à l'article 17 du présent document.

Cet article complète les dispositions prévues au chapitre 6 du CCAG-FCS. Le marché peut être résilié de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans le cas suivant :

- En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'UGECAM Hauts-de-France, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre

recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, l'UGECAM Hauts-de-France pourrait de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

Celle-ci sera également effective :

- Après application de 2 pénalités successives du fait des mauvais résultats mesurés par les services de l'UGECAM Hauts-de-France.
- Après 2 contrôles bactériologiques non satisfaisants.
- En cas de faute grave du titulaire résultant du mauvais comportement du personnel à l'égard des usagers.

Le présent marché pourra être résilié à tout moment par l'établissement aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations par un tiers à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas de manquements graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges (notamment le fait de ne pas prévenir d'éventuels retards dans la prise en charge du patient).

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire par l'établissement. Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

A défaut de la non communication ou de la non recevabilité des observations au regard des droits et obligations de chaque partie, ce marché sera résilié.

Le marché pourra par ailleurs être résilié pour faute du titulaire sans mise en demeure du titulaire dès lors que celui-ci perd en cours d'exécution du contrat le droit d'exercer sa profession (cas du retrait définitif de l'agrément ou des autorisations d'exercer par exemple), ou ne répond plus aux conditions d'exercice de son activité telles que définies dans les codes et textes en vigueur.

## **19.2 Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé**

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation au regard des dispositions prévues aux articles L.8221.3 à L.8221.5 du Code du travail, la personne publique pourra appliquer la pénalité prévue au point 9.1 du présent document ou résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES**

### **20.1 Modes alternatifs de règlement des différends.**

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 à 2052 du Code civil.

La transaction donnera lieu à la conclusion d'un protocole d'accord transactionnel approuvé et signé par les deux parties dans le respect des dispositions de la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits.

Le recours à la transaction doit permettre de terminer à l'amiable une contestation née ou de prévenir une contestation à naître.

CCAP

Service de restauration – EHPAD LES MAISONS BLEUES

Page 17 sur 20  
2025-08

La signature des parties à un protocole d'accord transactionnel fait obstacle à l'introduction d'une action en justice ayant le même objet.

Tout échange ayant lieu entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire de l'accord-cadre, ayant vocation à encadrer la résolution du litige, doit être mentionné dans un procès-verbal qui sera annexé au protocole d'accord transactionnel.

Afin de le rendre exécutoire, ce protocole pourra être homologué par le tribunal compétent, mentionné au 20.3 du présent CCAP, dans les conditions des articles 1565 à 1567 du Code de procédure civile.

A toutes fins utiles, les parties peuvent saisir le Comité Consultatif Interrégional du Règlement Amiable (CCIRA) de Nancy :

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

1, rue du Préfet Claude Érignac

54038 NANCY Cedex

Tél. : 03.83.34.25.65. (Mme Caroline PAGE, secrétariat)

Fax : 03.83.34.22.24.

Courriel : [caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr)

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les litiges entre un établissement et le titulaire du marché ne pourront être avancés comme justifiant la suspension – même temporaire – des prestations prévues au présent marché.

En outre, la grève ne saurait constituer une cause exonérant le titulaire du marché de l'exécution de ses obligations contractuelles, le principe de continuité du service public devant prévaloir en tout état de cause. Les pénalités définies à l'article 9.1 du présent cahier seront donc applicables.

## **20.2 Mise en demeure**

L'UGEAM Hauts-de-France met en demeure le prestataire lorsqu'il constate que celui-ci n'effectue pas la prestation commandée dans les conditions du marché. La mise en demeure s'effectue par envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception assorti d'un délai de réalisation de la prestation de quinze (15) jours calendaires. Si la mise en demeure est infructueuse à l'issue de ce délai, l'UGEAM Hauts-de-France peut résilier le marché sans dommage ou intérêt.

## **20.3 Règlement juridictionnel**

Les différends et litiges concernant l'interprétation et l'exécution du présent contrat qui ne pourraient être surmontés d'un commun accord relèveront de la compétence des Tribunaux français, seuls compétents.

En cas de litige, le tribunal du ressort de l'UGEAM Hauts-de-France est seul compétent :

Tribunal Judiciaire de Lille (TJ)

13 avenue du Peuple Belge BP 729

59034 LILLE CEDEX

Tél. : 03 20 78 33 33 - Fax : .03 20 78 50 09

Mail : [accueil-lille@justice.fr](mailto:accueil-lille@justice.fr)

Site web : <http://www.justice.gouv.fr/>

## **ARTICLE 21 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE**

Le titulaire du marché s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du marché. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent les dites conventions :

Sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948),

Sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949),

Sur le travail forcé (C29, 1930),

Sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957),

Sur l'égalité de rémunération (CI00, 1951),  
Concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958),  
Sur l'âge minimum (C138, 1973),  
Sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

L'UGECAM Hauts-de-France est en droit, pour l'application de la présente disposition, de demander au titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Le non-respect de cet engagement soumet le titulaire à l'application des dispositions de l'article 32 du CCAG FCS.

## ARTICLE 22 - DEVELOPPEMENT DURABLE

Les candidats fourniront un mémoire technique présentant la politique RSE qu'ils proposent dans le cadre du déroulement du marché, en joignant les justificatifs.

A l'issue de la notification, le candidat retenu se verra soumettre pour accord et signature la Charte de partenariat Développement Durable de l'UGECAM. Cette démarche s'intègre dans le partenariat que l'UGECAM Hauts-de-France veut initier avec ses différents fournisseurs et prestataires.

Dans le cadre du déploiement de sa Stratégie Régionale d'Achats Responsables, l'UGECAM Hauts-de-France s'est engagée sur 3 objectifs.

Cet engagement est formalisé par le document suivant :



# ANNEE 2024



### STRATEGIE REGIONALE D'ACHATS RESPONSABLES DE L'UGECAM HAUTS-DE-FRANCE

La stratégie et le processus achat sont des vecteurs important pour développer la RSO. Le référentiel RSO de l'Assurance Maladie détermine 5 grands axes dont les axes n°3 - **Réduire notre impact environnemental** et n°4 - **Intégrer les enjeux RSO** dans la Stratégie et le processus d'Achat.  
L'UGECAM Hauts-de-France prend 3 engagements pour cette année 2024, un engagement par enjeu :

#### ENGAGEMENT 2024 :

Déployer la Stratégie Régionale de Gestion de Flotte Auto

#### ENGAGEMENT 2024 :

Poursuivre l'allotissement en faveur des ESAT / EA

#### ENGAGEMENT 2024 :

Poursuivre l'application de la Stratégie Régionale Immobilière Responsable

#### ENJEU N°1

S'engager en faveur de la mobilité durable

#### ENJEU N°2

Contribuer par l'achat à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap

#### ENJEU N°3

Maîtriser nos émissions de gaz à effet de serre

L'UGECAM Hauts-de-France s'engage à mettre en œuvre ces actions, à en faire l'analyse et à en diffuser les résultats dans son rapport RSO annuel.

Le Directeur Général,  
Sébastien LEVAVASSEUR

La présente consultation s'inscrit dans ces objectifs.

En complément de la note RSE, les candidats devront mettre en valeur les qualités de leurs offres, qui permettront d'accompagner l'UGECAM Hauts-de-France vers l'accomplissement de ses enjeux.

## ARTICLE 23 - DEROGATION AU CCAG/FCS

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le prestataire reste soumis au :  
Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

ARTICLES DU CCAP	DEROGATION AU CCAG/FCS	OBJET DE LA DEROGATION
2	4	Pièces particulières
4	20.4	Suivis de livraison
9.1	14.1	Pénalités
13.2	25.1	Admission
19	33	Résiliation

Fait à Lille, le 26/02/2025  
Le Pouvoir Adjudicateur